

## DE BUENOS AIRES



N°42 – Brèves bimensuelle du Cône Sud

Du 9 au 22 février 2024

## Zoom – Argentine : des excédents budgétaire et commercial mensuel en trompe l'œil ?

En janvier, l'Argentine a enregistré à la fois un excédent budgétaire et un excédent commercial. Après une année 2023 marquée par d'importants déficits jumeaux, avec un déficit public estimé à 5,2 % du PIB par le FMI et un déficit courant de 3,5 % du PIB (avec un déficit commercial de 1,6 % du PIB), l'équilibre des finances publiques et des comptes extérieurs est une priorité pour la nouvelle administration afin de stopper la monétisation du déficit public par la Banque Centrale et d'accumuler des devises, les réserves nettes restant négatives.

LE CHIFFRE À  
RETENIR

**+0,7 %**

DU PIB

LE SOLDE BUDGETAIRE  
ESTIME POUR JANVIER

Sur le plan budgétaire, c'est la première fois, depuis 12 ans, que le pays n'enregistre pas de déficit public : le Ministère de l'Economie fait état d'un excédent budgétaire estimé à 0,2 % du PIB, grâce à un excédent primaire de 0,7 % du PIB. Dans le détail, ces chiffres résultent d'une baisse de 35 % en termes réels des dépenses par rapport à janvier 2023 et d'une stabilité des recettes. Ce maintien du niveau des recettes, malgré une chute de l'activité et de l'assiette fiscale, s'explique par la hausse de la collecte via la hausse des taux d'imposition sur les importations (PAIS) et les exportations (*retenciones*), mais aussi par la dévaluation, qui augmente mécaniquement les recettes sur ces impôts. La forte baisse des dépenses en termes réels s'explique à plus d'un tiers par la baisse des prestations sociales (surtout des retraites), à 18 % par celle des dépenses en capital et à 17 % par les coupes dans les subventions. Si la nouvelle administration se félicite de cette réduction drastique des dépenses, au cœur du programme économique de J.Milei, sa soutenabilité pose question. En effet, la baisse des prestations sociales provient, en grande partie, du décalage temporel dans la méthode d'ajustement des retraites à l'inflation, induisant une forte baisse des retraites en termes réels, qui paraît difficilement tenable sans éviter une paupérisation massive des retraités. De plus, la baisse de 80 % des dépenses de capital peut s'expliquer par le flou induit par la transition quant aux règles sur la continuation des travaux publics, encore en discussion. Ainsi, cet équilibre des finances publiques paraît fragile et éphémère tant que la nouvelle administration ne réussit pas à faire passer ses réformes fiscales au Congrès.

Sur le plan commercial, l'Argentine enregistre un excédent de 797 MUSD, contre un déficit de 443 MUSD en janvier 2023. Ce résultat s'explique par la hausse de 9,6 % des exportations et une baisse de 14,3 % des importations, en raison, en grande partie, de la dévaluation de 54 % du ARS face au USD en décembre. Celle-ci a, en effet, poussé les producteurs, notamment de blé, à exporter les stocks qu'ils avaient accumulé en attendant un ajustement du taux de change (hausse de 64 % en g.a du volume des exports de matières premières). La chute de l'activité économique, combinée à la dévaluation, a, de son côté, fait pression à la baisse sur les importations.

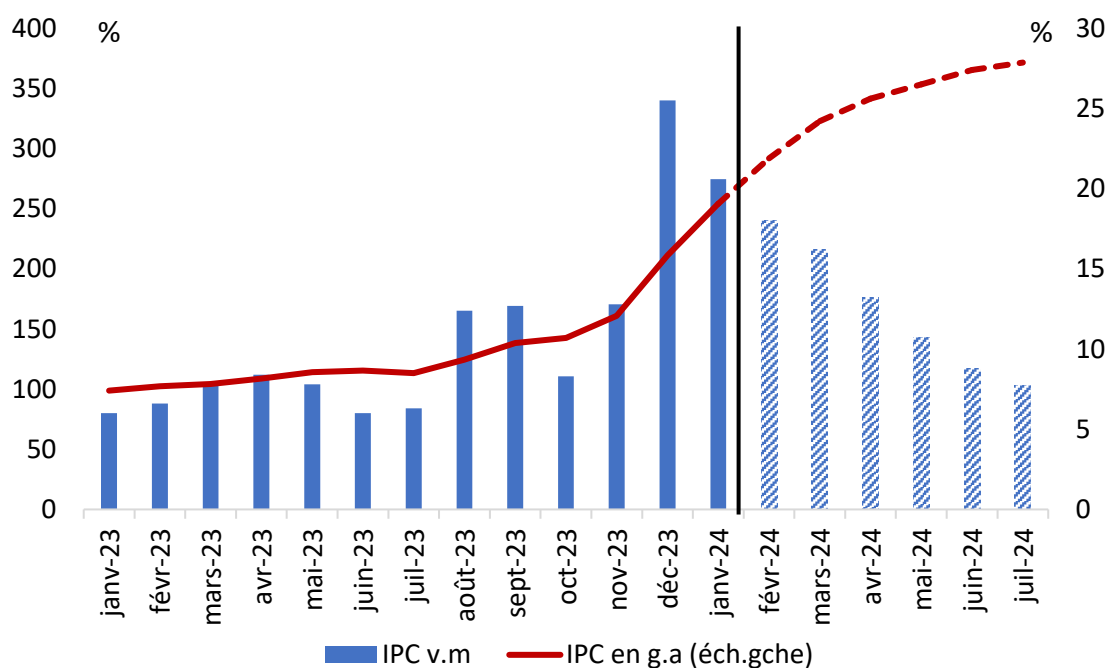
## Principaux indicateurs macroéconomiques

		Argentine	Chili	Paraguay	Uruguay
<b>Derniers chiffres annuels</b>					
Croissance du PIB réel	2022	5,2%	2,4%	0,2%	4,9%
Inflation (fin de période)	2022	94,8%	12,8%	9,8%	8,3%
Solde budgétaire (% du PIB)	2022	-2,4%	1,1%	-3,0%	-3,4%
Dettes publique (% du PIB)	2022	84,5%	38,0%	36,6%	88,9%
Solde courant (% du PIB)	2022	-0,7%	-9,0%	-5,2%	-2,5%
Dettes extérieure (% du PIB)	2022	79,8%	76,4%	32,5%	85,2%
<b>Prévisions et anticipations</b>					
Inflation (fin de période) - Agents économiques	2023	180,7%	3,0%	4,0%	6,1%
Croissance du PIB réel - FMI	2023	-2,8%	-0,5%	4,5%	1,0%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	2023	2,0%	-0,4%	4,5%	0,8%
Croissance du PIB réel - FMI	2024	2,8%	1,6%	3,8%	3,3%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	2024	-1,2%	1,8%	4,0%	3,1%
<b>Pour mémoire</b>					
PIB nominal (Mds USD)	2022	512	325,3	39,6	62,4
Population (millions)	2022	46,3	19,9	7,5	3,6

Sources : FMI, Instituts statistiques nationaux, Banques centrales nationales, SER Buenos Aires

## Graphique de la semaine

## Argentine – Evolution de la hausse des prix



Sources : INDEC, Banque Centrale, SER Buenos Aires

# ARGENTINE

## Les mesures économiques de l'administration J.Milei continuent d'impacter la hausse des prix, avec une inflation mensuelle de 20,6 % en janvier

L'arrivée de Javier Milei à la tête du gouvernement argentin, le 10 décembre 2023, a été synonyme d'un changement de paradigme pour l'économie argentine. Les premières mesures mises en place au lendemain de son investiture, en particulier la dévaluation massive du peso argentin, de 54 %, portant le taux de change officiel à 800 ARS/USD, ont été drastiques et ont des conséquences majeures sur l'économie réelle.

En particulier, l'inflation s'est fortement accélérée dès décembre, atteignant 25,5 % en v.m ce même mois et 211,4 % en g.a en 2023. Sans surprise, et en ligne avec les anticipations des agents économiques, la hausse des prix en janvier 2024 continue d'être portée par la dévaluation et par l'entrée en vigueur le 20 décembre du Décret de Nécessité et d'Urgence qui dérégule les prix administrés. **Ainsi, en janvier, bien qu'en ralentissement, les prix ont enregistré une hausse de 20,6 % en v.m (prévision de 21,8 % par les marchés) et de 254,2 % en g.a.**

La hausse des prix a principalement été portée par les catégories suivantes : Biens et services divers (+44,4 %), les transports (+26,3), la communication (+25,1 %), et avec une incidence plus importante de la catégorie alimentation et boissons non alcoolisées (+20,4 %). L'inflation a été fortement tirée par les prix régulés (+26,6 %

contre 20,7 % en décembre 2023), qui s'explique notamment par l'augmentation des prix de l'essence qui ont grimpé en moyenne de 164 % depuis novembre (observée dans les stations de service YPF), des transports de 45 % en janvier. De plus, la baisse du taux directeur de 33 points, à 100 %, fait gonfler la masse monétaire et les prix.

**Jusqu'en avril, l'inflation devrait rester à un niveau élevé, toujours alimentée par les ajustements économiques de la nouvelle administration :** la dévaluation, la hausse des prix des transports publics (le trajet en bus a augmenté de 250 % depuis le début du mois de février et celui en train de 169 %), l'augmentation jusqu'à 150 % des prix de l'électricité et 200 % des prix du gaz, accompagnée d'une réforme du système de segmentation tarifaire afin de mieux cibler les subventions. Ainsi, le marché prévoit une inflation de 18,0 % en février qui maintiendrait une trajectoire baissière jusqu'à retrouver une inflation à un chiffre seulement en juin (8,2 %). Sur l'année 2024, l'inflation avoisinerait les 230 %.

**En parallèle, le pouvoir d'achat des ménages argentins s'en trouve fortement impacté.** Selon les données de l'INDEC, en décembre 2023, les salaires ont augmenté de 152,7 % en g.a tandis que le panier alimentaire de base a augmenté de 258,2 % en g.a. Il en résulte une baisse de 17 % en moyenne du revenu réel, rien que sur le mois de décembre. Par ailleurs, en janvier, le panier alimentaire de base a enregistré une hausse de 18,6 % en variation mensuelle et se situe désormais à 285 561 ARS pour un ménage de quatre personnes, soit 1,8 fois le salaire minimum. Pour pallier à cette baisse du pouvoir d'achat, le gouvernement a mis en place une augmentation en deux tranches du salaire minimum, à 180 000 ARS en février (environ



200 EUR au taux officiel) et 202 800 ARS en mars (environ 225 EUR). Si le salaire minimum augmente de 29 % entre décembre et mars, c'est largement en deçà de la hausse des prix attendue à 109 % sur la période.

**En outre, pour le mois de janvier, l'Observatoire social de l'Université catholique d'Argentine (UCA), a enregistré un niveau record de pauvreté de 57,4 %.** Selon ces données, il y a 27 millions de pauvres en Argentine, dont 7 millions vivant dans l'extrême pauvreté (soit 15 % contre 9,6 % au T3 2023). Selon l'UCA, cette augmentation est directement liée à la dévaluation (de 54%) promue par le gouvernement en décembre dernier qui a fait augmenter les valeurs du panier alimentaire. Les analystes de l'observatoire préviennent que la situation pourrait s'aggraver dans les mois à venir, étant donné l'absence de mesures compensatoires. Toutefois, ce chiffre est à interpréter avec précaution puisqu'il résulte des critères argentins et est calculé à partir de l'évolution des paniers de biens et des revenus.

## CHILI

### Coût estimé des récents incendies au Chili

À la mi-février, le gouvernement chilien publiait une première estimation du coût financier des incendies qui ont ravagé la région de Valparaiso et Viña del Mar ce début d'année. Le ministre des finances, Mario Marcel, a indiqué que le coût des reconstructions pourrait s'élever à près d'1 Md USD. Les autorités chiliennes ont mis en place un « comité de reconstruction » afin de

centraliser l'ensemble des dons reçus et concevoir un plan de reconstruction, qui devrait être présenté au Président Boric début mars. Les dons seront versés au Fond National de Reconstruction, créé en 2010 et qui a pour objet de « *financer la construction, la reconstruction, le remplacement, la rénovation, la restauration ou la réhabilitation d'infrastructures, installations, patrimoine historique architectural, ouvrages ou équipements en zones de catastrophe* ».

Alors que plus de 300 PME ont été sinistrées et des milliers de personnes ont perdu leur logement, la définition des aides est cruciale (montant et conditions d'octroi) mais ne devrait pas être dévoilée avant plusieurs semaines.

### Lancement du processus de réforme des permis sectoriels

**Avant l'arrêt des travaux parlementaires, le ministre de l'économie Nicolás Grau a déposé devant le Congrès, un projet de loi de réforme des permis sectoriels (Ley de Marco de Autorizaciones Sectoriales).** Cette réforme, annoncée depuis plusieurs mois, est particulièrement attendue par l'ensemble des porteurs de grands projets au Chili qui se plaignaient de la complexité croissante et de l'allongement des durées d'obtention des permis sectoriels.

À ce jour, il existe au Chili plus de 380 permis sectoriels, gérés par près de 37 administrations relevant de 16 ministères différents. L'absence de service centralisé, la surcharge des services instructeurs et l'allongement des délais d'obtention ont contribué à une incertitude juridique croissante pour les porteurs de projets et à



un retard important dans le développement de grands projets énergétiques notamment. La réforme prévoit de créer un système réglementaire d'évaluation sectorielle établissant des règles procédurales minimales communes à l'ensemble des autorisations sectorielles, prévoyant des critères communs simplifiés et proportionnés d'appréciation, sous l'égide d'un guichet unique. Une cinquantaine d'autorisations devraient à l'avenir être traitées dans un délai maximal de 120 jours, une centaine dans un délai de 50 jours. L'objectif est de réduire les temps de traitement de 20 % (pour les projets photovoltaïques), 35 % (pour les projets miniers) et jusqu'à 69 % (pour certains projets impliquant la consommation locale d'aliments). La réforme devrait générer une augmentation du PIB de 2,4 % sur dix ans.

## PARAGUAY

### **Blocage des négociations UE-Mercosur : L'Argentine et le Paraguay se tournent vers de nouveaux marchés**

**Lors de la première visite officielle du président paraguayen en Argentine le 14 février dernier, les présidents du Paraguay, Santiago Peña, et de l'Argentine, Javier Milei, ont conclu qu'il n'y a actuellement aucune condition favorable pour avancer dans les pourparlers d'un accord commercial entre le Mercosur et l'Union européenne (UE).** Cette décision intervient après une réunion à Buenos Aires, marquée par des manifestations en Europe, notamment en France et en Irlande, où agriculteurs et éleveurs s'opposent au pacte commercial. Les protestations ont influencé la position de

certains pays européens, mettant ainsi en pause des négociations qui durent depuis plus de deux décennies.

### **Face à l'impasse avec l'UE, le ministre des Affaires étrangères paraguayen, Rubén Ramírez, souligne la nécessité d'accélérer les pourparlers avec d'autres groupes de pays.**

L'Argentine mène déjà des négociations avec l'Association européenne de libre-échange (EFTA), composée de la Suisse, la Norvège, l'Islande et le Liechtenstein. Ramírez évoque également l'intérêt du Paraguay pour des accords avec les Émirats Arabes Unis. Cette stratégie vise à diversifier les partenariats commerciaux et à explorer de nouvelles opportunités sur la scène internationale.

### **Au-delà des défis commerciaux, le règlement de déforestation 1115, indispensable pour les exportations vers l'UE, crée des tensions au Paraguay.**

Imposant une géolocalisation stricte et une harmonisation avec les normes européennes, il inquiète la délégation paraguayenne. Matteo Sirtori, chef de la coopération de l'UE au Paraguay, souligne que l'Argentine, premier destinataire du soja paraguayen, devra exiger sa conformité, risquant de perturber le commerce bilatéral. La nécessité de respecter ce règlement pourrait inciter l'Argentine à explorer d'autres marchés, posant des défis significatifs pour le Paraguay dans la préservation de ses échanges commerciaux régionaux.

## URUGUAY

### **Une station d'épuration des eaux usées sera installée sur la base uruguayenne en Antarctique.**



L'Université technologique d'Uruguay (UTEC), en collaboration avec l'Institut néerlandais « IHE Delft Institute for Water Education » et l'entreprise d'Etat uruguayenne OSE (Obras Sanitarias del Estado), installera un système de traitement des eaux usées à la base scientifique « d'Artigas » situé en Antarctique. L'appareil est actuellement en phase de test.

**La centrale utilise la technologie des bioréacteurs à membrane (MBR), considérée comme l'une des technologies les plus avancées dans la purification de l'eau.** Dans un système MBR, Les eaux usées sont d'abord tamisées pour éliminer les gros débris, puis passées dans un dessableur pour éliminer le sable et les autres particules lourdes. Les eaux usées prétraitées passent ensuite dans une unité de traitement biologique, telle qu'un réservoir d'aération, où des micro-organismes sont utilisés pour décomposer les polluants dans l'eau. Il en résulte un effluent hautement traité qui peut être réutilisé ou rejeté dans l'environnement.

L'ajout du système MBR est un pas important dans la réduction de l'impact environnemental en Antarctique. L'assainissement actuel dans la base d'Artigas est basé sur l'utilisation de fosses septiques, dont les boues doivent être transportées chaque année en Uruguay, tandis que les liquides sont rejetés dans les cours d'eau voisins.



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



Responsable de la publication : Jean-François Michel,  
Chef du Service Économique Régional de Buenos Aires

Rédacteurs : SER de Buenos Aires, SE de Santiago

Pour s'abonner :  
Twitter :

ayathassen.bensaid@dgtresor.gouv.fr  
@Tresor\_ConoSud